

Qui sont vraiment les « Reporters Sans Frontières » ?

écrit par Oleg Nesterenko | 18 juillet 2025



« Les Reporters Sans Frontières » : qui sont-ils

réellement ? Le dossier

Nombreux sont ceux qui ont entendu, un jour ou un autre, le nom tant imagé de l'organisation « Reporters sans frontières » qui inspire une confiance spontanée et qui ne pousse pas, d'une manière naturelle, à se poser la question : qui y a-t-il derrière une aussi belle étiquette, qui sont-ils ces « reporters » ?

De ce fait, rares sont ceux qui ont pris la peine de s'arrêter et de se pencher en détail sur l'essence et les pratiques de cette organisation journalistique qui prétend être constituée des grands défenseurs de la démocratie et de la liberté de parole des journalistes du monde entier, des nobles travailleurs de la plume totalement apolitiques, désintéressés et impartiaux dans leurs jugements et actions au-delà de toutes les frontières.

Corrigeons cette erreur de l'injuste inattention de la part du grand public et de la plupart des médias : rendons hommage au travail des glorieux journalistes de RSF, en mettant à la lumière du jour un certain nombre d'éléments fort intéressants les concernant – ils le méritent grandement.

Des éléments qui démontreront plus que clairement que l'ONG « Reporters sans frontières » possède un deuxième visage, le vrai, qui est bien plus intéressant que le premier visible et si fièrement affiché.

Partie I

RSF et son pseudo « Classement mondial de la liberté de la presse »

En 2002, les « Reporters sans frontières » ont trouvé une astuce fort intéressante pour se faire connaître : la publication annuelle du « Classement mondial de la liberté de la presse » qui fait évaluer 139 pays, et

aujourd'hui 180, au niveau de la liberté de la presse sur leur territoire respectif.

« L'objectif du Classement mondial de la liberté de la presse est de comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes et les médias dans 180 pays ou territoires », annonce RSF ;

« Les indices globaux et régionaux sur la liberté de la presse sont calculés à partir des scores obtenus par les différents pays. Ces scores sont établis à partir d'un questionnaire proposé en de nombreuses langues à des experts du monde entier, doublé d'une analyse qualitative ».

Quelles belles paroles ! Cela étant, parmi tous les termes qui puissent désigner le classement en question publié chaque année par les personnes composant cette ONG, l'un des plus approprié est celui de la tromperie et la désinformation à l'échelle mondiale.

Méthodologie fallacieuse

Les premières questions à se poser : par qui réellement est réalisé le classement en question ?

Qui sont les « experts » qui se cachent derrière ? Qui sont les « jurés » qui contrôlent les « bulletins » des votants à la sortie de « l'urne de vote », qui les décortiquent et rendent leur verdict ? Qui contrôle l'absence de la supercherie et de la falsification ?

La réponse est simple, claire et sans équivoque : de parfaits anonymes qui ne rendent des comptes qu'à eux-mêmes.

Des anonymes qui ont été sélectionnés d'une manière totalement arbitraire, selon la bonne volonté, les intérêts et les objectifs à atteindre des individus

gérant RSF. Des individus aux principes moraux et à l'éthique plus que discutables – ce que je vais aisément prouver dans les pages de ce dossier.

Quel est le parcours professionnel de ceux qui participent à l'élaboration du classement en question et, surtout, de quels regards politiques sont-ils et quelle idéologie ils représentent ? Quelles sont leurs sources de revenus, qui les paie ?

Il est facile d'obtenir les réponses à ces questions, à la condition que leurs noms sortent de l'ombre de l'anonymat et se mettent à la lumière du jour.

L'argumentation superflue avancée par RSF sur la dissimulation de l'identité des participants au classement pour soi-disant des raisons de sécurité ne tient pas la route et est tout à fait grotesque : sans le moindre doute, tout au moins une partie des répondants et des jurés se situent sur le territoire des pays dits « démocratiques » et ne risquent donc absolument rien en dévoilant leur identité. Sans parler qu'il n'est pas nécessaire de dévoiler des éléments de leurs votes et appréciations dans le cadre dudit classement.

De même, l'ONG RSF annonce fièrement que de nombreux « *militants des droits de l'homme* » sont impliqués dans l'élaboration du prétendu classement. Qui sont ils ? Si ce sont des militants, alors, ce ne sont certainement pas des *Zorro* agissant sous le couvert de l'anonymat dans leur vie de tous les jours, mais des personnes, dont l'activité est parfaitement connue dans leurs pays respectifs et qui ne se cachent certainement pas sous l'anonymat de ceux contre qui ils militent.

Alors, pourquoi les « journalistes » de l'ONG en question cachent-ils aussi soigneusement leurs identités

au sein d'une aussi noble et glorieuse entreprise que leur « classement mondial de la liberté de la presse » ?

Ces nombreuses questions sont tout à fait rhétoriques – les réponses sont connues d'avance : l'ensemble des répondants et des jurés font, sans le moindre doute, partie du seul et unique camp politico-idéologique que représente RSF et il serait fort étonnant que la majorité d'entre eux ne soit pas financée/co-financée par les « sponsors » de la même minorité mondiale qui alimentent en argent les activistes au sein de RSF. Le taux d'erreur possible d'une telle supposition est mathématiquement proche de zéro.

RSF a donc toutes les raisons de cacher soigneusement les identités des participants à leur prétendu classement : leur mise à la lumière du jour mènerait directement à la découverte de la grande supercherie de leur entreprise et révélerait le caractère fallacieux et arrangé du prétendu classement au niveau même des participants, sans parler des éléments qui suivront.

De même que les effectifs de RSF, je ne suis guère un expert sur les questions de la liberté de presse dans le monde. Cela étant, ayant des connaissances précises du domaine, en ce qui concerne les 4 pays désignés dans le « classement » de RSF en tant qu'exemple à suivre : l'Ukraine, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie – je vais aisément démontrer en détail la grossièreté de la tromperie du prétendu classement de RSF sur l'exemple des pays en question.

RSF et la « liberté » de la presse en Ukraine

Prenons comme exemple très parlant du caractère fallacieux du prétendu classement des « Reporters sans frontières » un pays que je connais fort bien – incomparablement mieux que les effectifs de cette ONG

qui le place à la 62^{ème} relativement enviable position sur les 180 de leur « classement » : l'Ukraine.

A l'heure d'aujourd'hui – et depuis plusieurs années déjà – non pas 99%, mais 100% des médias indépendants sur le territoire de l'Ukraine et non soumis à la volonté de l'actuel pouvoir politique et de ses superviseurs étrangers n'existent plus. De même que l'ensemble des partis politiques qui a eu la moindre volonté d'établir une réelle opposition au régime – l'ensemble des médias réellement indépendants a été dissous de force.

Il ne reste plus un seul journaliste de l'opposition au pouvoir en Ukraine qui peut se permettre de prendre ouvertement la parole, avec une réelle, digne de ce nom, critique du régime de Zelensky. Pas un seul sur l'ensemble du territoire national.

La raison de cette situation est très simple : soit ils sont tous déjà partis en exil à l'étranger, étant pourchassés par le régime de Zelensky ; soit, guidés par le sens de survie, ils gardent le silence sous la menace d'une répression directe, brutale et immédiate de la part du SBU (СБУ), service de sécurité interne, dont les méthodes sont dignes de ceux de leurs aïeux de la Gestapo sous le IIIème Reich.

L'anéantissement de la télévision de l'opposition

Quand le régime de Zelensky a fait interdire non pas une, mais trois chaînes de télévision parmi les plus populaires d'Ukraine qui ont refusé de se soumettre au pouvoir totalitaire corrompu et de se transformer en relais de la propagande et de la glorification de l'association de malfaiteurs actuellement au pouvoir à Kiev – l'association RSF, étant le « grand défenseur des journalistes opprimés dans le monde », a reçu une lettre

officielle cosignée par de nombreux journalistes ukrainiens affolés, demandant de l'assistance ou, au moins, de faire connaître le désastre de la liberté de parole et du journalisme sur ce qu'ils étaient en train de vivre sur le territoire de la « grande démocratie européenne défenseuse des valeurs européennes face à l'obscurantisme et à la barbarie » qu'est l'Ukraine.

Quelle a été la réponse apportée par RSF ? Un silence absolu.

Le réveil et la désillusion des naïfs journalistes ukrainiens qui ont ignoré à qui réellement ils s'adressaient ont été brutaux.

La destruction la plus grossière de la liberté de parole des journalistes à seulement 2.000km de Paris a été drôlement invisible par le groupement d'individus couverts par une belle étiquette de « Reporters sans frontières » pour une raison très simple : le gigantesque soutien financier direct de la dictature installée en Ukraine depuis 2014 est réalisé et officiellement assumé exactement par les mêmes sponsors outre-Atlantique que ceux de cette ONG : USAID, NED et OPEN SOCIETY de Georges Soros. Et le *modus operandi* classique de « défenseurs des journalistes face à l'oppression » qu'est RSF est très simple : on ne crache pas dans la soupe.

Il est à noter que ce crime commis par Zelensky contre la presse télévisée ukrainienne a eu lieu avant et non pas après le début de la guerre en Ukraine. Et si les glorieux « journalistes » chez RSF ont de fâcheux trous de mémoire à ce sujet – je leur rappellerai, bien volontiers, et les dénominatifs dédites chaînes de télévision, et les dates de leur fermeture arbitraire strictement sans aucun procès, ni condamnation, et de quand date ladite lettre de l'appel au secours reçue par

RSF de la part des journalistes ukrainiens en détresse pour être envoyée directement à la poubelle.

L'assassinat du journaliste américain

Si l'ensemble des journalistes ukrainiens en opposition au régime installé à Kiev depuis 2019 est réduit au silence, sachant que, le cas échéant, ils se mettront immédiatement en danger de prison, voire de mort – cela n'a pas été le cas de l'imprudent Gonzalo Lira, le journaliste américain d'origine chilienne, installé à Kharkov depuis 2016, et qui a imaginé dans sa profonde naïveté que sa citoyenneté américaine lui permettrait de parler librement en dévoilant au public occidental la vérité sur les crimes du régime dans lequel il vivait.

Le prix à payer de son illusion a été ultime : en mai 2023, il a été arrêté par le SBU (service de répression interne), jeté en prison et torturé, afin de lui apprendre à savoir fermer sa gueule, selon les déclarations du journaliste lui-même dès son assignation à résidence contre une caution. Craignant de plus en plus pour sa vie, le 31 juillet 2023, Gonzalo Lira a tenté de fuir le pays en traversant la frontière hongroise, afin d'y demander l'asile politique. Il est arrêté et de nouveau jeté en prison où il tombe malade d'une pneumonie et meurt à l'âge de 55 ans, le 11 janvier 2024, faute de l'absence du moindre soin, ce qui équivaut à un meurtre.

Ainsi, la dictature de Zelensky s'est débarrassée de l'unique journaliste présent sur le territoire ukrainien qui a osé parler librement et dire la vérité sur ce qu'il voyait autour de lui. Etant donné que le journaliste assassiné était dans l'opposition aux « démocrates » au pouvoir à la maison Blanche à l'époque, ces derniers n'ont pas jugé nécessaire de poser la moindre question à Kiev sur la détention

illicite et la mort dans une cage de prison de l'un de ses citoyens.

Je répète : sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine il n'existe plus un seul (!) journaliste libre se permettant de critiquer le régime de Zelensky. 100% des journalistes ukrainiens qui osent le critiquer d'une manière réelle sont en exil à l'étranger. Et même étant à l'étranger, ils sont tous pourchassés par Kiev et sont sous ses sanctions et les demandes d'extradition. Dernièrement, l'un d'entre eux – Anatoliy Shariy – a été condamné par la « justice » ukrainienne par contumace à 15 ans de prison ferme et même son avocat n'a pas été autorisé à assister au procès. Je mets au défi le groupement des prétendus protecteurs des journalistes qu'est RSF de présenter non pas 40, mais ne serait ce qu'un seul journaliste de la réelle opposition (non pas celle du simulacre de l'opposition orchestré par le régime, afin de créer l'image de l'existence de cette dernière, et qui ne le critique que d'une manière très superficielle et que sur des problèmes secondaires) pour l'ensemble de plus de 40 millions de citoyens ukrainiens.

Le 9 décembre 2023, le journaliste indépendant Tucker Carlson écrit : *« Gonzalo Lira est un citoyen américain qui a été torturé dans une prison ukrainienne depuis juillet, pour le crime d'avoir critiqué Zelensky. Les responsables de Biden approuvent cela, car ils aimeraient appliquer la même norme par ici. Les médias sont d'accord. »*.

Le 12 janvier 2024, le lendemain de la mort du journaliste, Tucker Carlson publie : *« Gonzalo Lira Sr., dit que son fils est décédé à 55 ans dans une prison ukrainienne, où il était détenu pour le crime d'avoir critiqué les gouvernements Zelensky et Biden. Gonzalo Lira était un citoyen américain, mais l'administration*

Biden a clairement soutenu son emprisonnement et sa torture. Il y a plusieurs semaines, nous avons parlé à son père, qui a prédit que son fils serait assassiné ».

A l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, l'affaire a revu le jour et Elon Musk, de son côté, a donné le qualificatif clair à Zelensky : « *C'est un dictateur, il a tué un journaliste américain* ».

Bien évidemment, l'association des pseudo défenseurs de la liberté de parole dans le monde qu'est RSF n'a jamais attendu parler des faits cités. Ou, plus exactement, elle les connaît parfaitement, mais étant donné que la personne assassinée ne faisait pas partie de leur camp idéologique – cette affaire, comme tant d'autres affaires de l'élimination physique des journalistes, n'a jamais mérité la moindre attention de leur part.

Cela étant, cet assassinat de journaliste en Ukraine a dû inspirer RSF : ce n'est certainement pas pour rien qu'ils ont fait évaluer la position de l'Ukraine dans leur prétendu « Classement mondial de la liberté de la presse », en la déplaçant de la 79^{ème} place en 2023 vers la 62^{ème} sur les 180 en 2025. En affirmant par la même occasion, que la liberté de la presse en Ukraine est protégée davantage que, notamment, en Corée du Sud, Hongrie, Grèce ou encore au Japon.

RSF et la « liberté » de la presse dans les pays baltes

En mettant l'Ukraine de côté, intéressons-nous à un autre cas illustre dans le cadre du prétendu « classement mondial de la liberté de la presse » de « reporters » sans frontières : celui des pays baltes, dont l'Estonie y occupe fièrement la 2^{ème} place mondiale ; la Lituanie – 14^{ème} et la Lettonie – 15^{ème} place respectivement.

Ne parlons pas des régulières manifestations et parades annuelles de glorification des divisions de la Waffen-SS et d'autres unités baltes des bourreaux au sein de l'armée et forces d'occupation nazies durant la seconde guerre mondiale (de la 20^{ème} division des volontaires estoniens de la Waffen-SS; de la 15^{ème} et de la 19^{ème} division des volontaires lettons de la Waffen-SS; du Kommando Arajs de la police auxiliaire lettone, entièrement composé de volontaires et responsable du meurtre d'au moins 30.000 personnes ; des bataillons de Polizei lituaniens ayant assassiné près de 100.000 juifs, dont 9.200 personnes dans la seule journée du 29 octobre 1941; ...) – des manifestations et parades autorisées et grandement soutenues par les autorités baltes tant au niveau local que national.

Ne parlons pas non plus de la complète destruction de l'ensemble des monuments dédiés aux soldats russes morts au combat contre le nazisme sur les territoires des pays baltes, y compris des monuments se situant sur les tombes des soldats, et de l'interdiction par les autorités baltes non seulement de la commémoration du jour de la victoire, le 9 mai, mais de l'interdiction sous peine de poursuites judiciaires même du dépôt de fleurs sur les lieux des monuments détruits.

Sans parler de tous ces « glorieux » exploits de trois pays « démocratiques » au sein de l'Union Européenne, il est, néanmoins, à souligner que l'ensemble de la population d'origine russe vivant en Estonie, Lituanie et Lettonie fait l'objet d'une gravissime oppression au quotidien à tout niveau sociétal et le moindre mécontentement exprimé de leur part est immédiatement réprimé. Et ceci non pas depuis hier, mais depuis 35 ans.

Parmi les très nombreuses dérives des régimes instaurés sur le territoire des pays Baltes depuis des décennies

et surtout des dix dernières années, je vous en expose une parmi les dernières en date : à la veille du 9 mai 2025, fête de la commémoration des 80 ans de la victoire sur l'Allemagne nazie, l'appareil policier de la capitale lituanienne a fait interdire tout rassemblement public pendant la période du 8 au 10 mai. Bien évidemment, l'interdiction a visé exclusivement la population d'origine russe. La répression vis-à-vis de ceux qui refuseront à se soumettre : une amende personnelle allant de 100 à 600€ (en plus de l'amende allant de 300 à 1200€ pour le port du moindre signe symbolique rappelant l'Armée Rouge). Et nous parlons bien non pas du territoire d'un régime totalitaire des heures les plus sombres du passé de l'humanité, mais de celui de l'Union Européenne de cette année de 2025.

Combien de médias sur le territoire national lituanien ont dénoncé cette gravissime dérive liberticide ? Zéro. Et quelle est la place de la Lituanie dans le grotesque classement de RSF sur la liberté de la presse ? Dans le TOP-10 sur la planète Terre. Soit, un enviable exemple à suivre.

Concernant, la part des Russes dans les sociétés baltes, il est à noter que nous ne parlons guère d'une petite minorité insignifiante, mais pratiquement de $\frac{1}{4}$ de la population totale de l'Estonie et de la Lettonie. Selon les dernières statistiques locales, la population d'origine russe dans ces 2 pays représente 23.47% du total d'habitants (contre 5.02% en Lituanie).

Subissant l'oppression dictatoriale et la discrimination au quotidien de la part des autorités baltes, il y a plus de 130.000 personnes d'origine russe qui ont quitté le territoire de ces « fleurons de la démocratie et de la liberté de parole » ne serait-ce que dans les 15 dernières années, même si la majorité d'entre eux était natif des pays en question.

La grossièreté de la déformation de la réalité par l'ONG RSF concernant le niveau de la réelle liberté de la presse dans ces pays baltes peut ne pas être perçue auprès de ceux qui n'ont strictement aucune idée de la réalité sociétale profondément malsaine qui règne sur les territoires en question. Et, comme les lecteurs l'ont déjà compris, en parlant de la réalité malsaine, je ne parle guère des faits comme celui de la consommation d'alcool, dont la population de la Lettonie est la plus grande consommatrice au monde ni de celle de la Lituanie qui occupe la 4^{ème} place mondiale dans ce glorieux palmarès (source : statistiques de Data Pandalas, 2024), mais de toute autre chose.

Ces faits irréfutables de l'oppression liberticide sont sans équivoque : pour cette partie non négligeable, mais totalement négligée de la population des trois pays baltes il n'existe plus un seul (!) média local qui exprimerait son opinion librement en défendant dans l'espace médiatique les intérêts des populations d'origine russe, dont la majorité écrasante refuse de se plier à la politique russophobe et liberticide des autorités baltes, en défendant la politique de leur pays d'origine, sans être immédiatement persécutée et réprimée.

Mais, comment, alors, on obtient d'aussi excellents résultats dans le prétendu classement de RSF sur la liberté de la presse ?

La formule est très simple : faites disparaître, progressivement, tout au long des dernières décennies, les 100% de la presse et des journalistes libres qui représentent les intérêts et les opinions de $\frac{1}{4}$ de la population et, ainsi, à la sortie du processus de la purge, vous faites un constat fort intéressant : il n'y a, pratiquement plus de médias, ni de personne ayant le

statut officiel de journaliste sur le territoire des trois pays à opprimer.

Enfin, les médias en langue russe dans les pays baltes continuent à exister comme tels. Après que la quasi-totalité des journaux et magazines socio-politiques appartenant aux russes et imprimés en russe dans les pays baltes aient été éradiqués par les autorités et que ce processus de destruction ait déjà pris fin vers le début de 2014, les populations d'origine russe se sont tournées vers les médias web.

Les web-médias baltes en langue russe et appartenant aux russes ont été un véritable dilemme et un grand problème à résoudre pour les régimes baltes, car, faute d'absence de nombreuses contraintes matérielles associées à la presse version papier, ils ont été plus difficile à éradiquer.

Si l'ensemble des gouvernements extrémistes ultra-nationalistes russophobes des trois pays baltes ont toujours œuvré durant les 35 dernière années consécutives pour l'éradication pure et simple de la presse en langue russe qui ne se plie pas à la volonté de la politique russophobe, les maîtres anglo-saxons dédites colonies baltes ont été bien plus intelligents sur cette question que leurs vassaux autochtones.

Ayant une très importante expérience de gestion des colonies, ils comprenaient bien que dans sa forme nationaliste radicale primitive la lutte contre la presse des minorités ethniques – pro-russes dans le cas présent – serait peu efficace et ne créerait que du rejet et de la résistance au sein de la population minoritaire opprimée et ne ferait que la détourner vers des sources d'information alternatives.

Alors, la stratégie anglo-américaine mise en place a été

bien plus astucieuse que celle des autorités baltes et s'est résumée aux rachats non seulement de tous les principaux web-médias pro-russes en langue russe (Delfi, TvNet, ...), mais également des web-médias plus modestes (Mixnews.lv, Pres.lv, Bb.lv, Jauns.lv, Lsm.lv, ...) avec leur transformation progressive par doses homéopathiques en médias toujours en langue russe, mais ayant un agenda foncièrement anti-Fédération de Russie.

Dès le rachat par les anglo-saxons, ces médias pro-russes ont commencé à publier, progressivement, du contenu discréditant la Russie et ses dirigeants, la politique de soutien de Moscou à ses compatriotes à l'étranger, ainsi que l'ensemble des militants, organisations et partis russes qui défendaient les droits de la population russe dans les pays baltes.

Exactement comme les chaînes de télévision pro-russes en langue russe : TV-3, TV-5, LNT qui ont connu le même sort peu enviable. Bien que ces trois chaînes de télévision soient devenues la propriété des anglo-saxons, à un moment donné l'aveuglement ultra-nationaliste russophobe des gouvernements baltes a pris le dessus sur les intérêts et le savoir-faire manipulatif de Washington et de Londres et les a forcés à passer à l'émission en langue nationale. Ce qui a directement conduit à la faillite l'ensemble des médias en question.

À la suite du refus d'entendre la raison des intérêts des maîtres anglo-américains, les politiciens nationalistes radicaux entêtés sur la question de la gestion des médias des colonies baltes ont été punis : la résistance du pouvoir en Estonie a été brisée et, en 2023, « l'Alliance nationale » de Lettonie a été écartée de la coalition au pouvoir. Seuls les extrémistes totalement soumis à la volonté des décideurs anglo-américains ont été autorisés par ces derniers à

poursuivre leur vie politique au sein des forces au pouvoir.

En disant plus haut que sur l'ensemble des territoires des trois pays baltes il n'existe plus un seul média qui exprimerait son opinion librement, en défendant dans l'espace médiatique les intérêts des populations d'origine russe, je n'ai guère affirmé qu'il n'y a personne qui essaie de le faire. Loin de là : il y a bien de nombreux journalistes qui se révoltent contre l'oppression dictatoriale russophobe des autorités baltes. Comme réponse à leur action, ils sont tous, sans une seule exception, gravement persécutés.

En ce qui concerne les médias en russe de taille modeste, restant la propriété des citoyens d'origine russe, ils ne sont guère laissés libres. Les conditions de leur existence imposées par les trois autorités baltes sont strictes et sans équivoque : la critique obligatoire et permanente de la politique de la Fédération de Russie, l'obligation de la traduction de chaque publication en russe également en langue officielle du pays (qui n'est pratiquement jamais lue pas les lecteurs des médias en question et ne font qu'alourdir grandement les coûts de fonctionnement), ainsi que l'interdiction absolue de la moindre critique de la politique liberticide russophobe des autorités baltes sont les trois conditions qui doivent être obligatoirement respectées par lesdits médias pour continuer à exister.

Chaque responsable de ces médias a reçu la visite d'un représentant des services spéciaux baltes qui leur a exposé ces exigences non négociables pour qu'ils puissent continuer leur activité (information reçue d'un rédacteur en chef d'un média pro-russe sur place).

Et ceux des journalistes qui ont refusé de se plier à

l'oppression ont été immédiatement persécutés et réprimés.

Comme le rapporte Aleksandr Brzozowski, en Lettonie, par exemple, sous les poursuites pénales se trouvent 14 journalistes d'origine russe, dont Andreï Yakovlev, Alexandre Malnach, Alla Berezovskaya, Elena Kirillova, Sergueï Melkonov, Lioudmila Pribylskaya, Vladimir Linderman, Andreï Solopenko et Andreï Tatarczuk. Les tribunaux ont déjà condamné certains d'entre eux à de lourdes amendes, d'autres à des travaux d'intérêt général et d'autres encore à des peines de prison avec sursis. Les journalistes Iouri Alexeïev et Rouslan Pankratov qui risquaient des peines de prison ferme, ont réussi à fuir le pays.

Pour faire condamner le journaliste Iouri Alexeïev, en 2017, les représentants du pouvoir letton ont falsifié des preuves. Ils ont placé des cartouches de pistolet dans son appartement et ont publié des messages sur les réseaux sociaux en son nom, incitant à la haine ethnique, sans même prendre la peine de faire attention à l'orthographe : les messages comportaient de nombreuses fautes de grammaire et de syntaxe en russe. Et ceci en sachant qu'Alexeïev avait travaillé pendant deux décennies comme rédacteur en chef de plusieurs médias et avait la maîtrise absolue de la grammaire russe. Le tribunal letton a catégoriquement refusé de prendre en considération ou même simplement vérifier ces éléments, ayant reçu les instructions appropriées des hautes autorités à son sujet. La réelle raison des persécutions du journaliste Alekseyev n'a rien à voir avec les éléments falsifiés qu'on lui incrimine, mais dans ses exigences exprimées publiquement d'arrêter l'ethnocide des minorités russes en Lettonie.

Toujours en Lettonie, des journalistes lettons ont été persécutés pour avoir collaboré avec des médias russes,

membres de l'association RIA Novosti, « violant » ainsi les sanctions de l'UE. Or, l'UE a imposé des sanctions personnelles au directeur de RIA Novosti, Dmitri Kiselev, et non à l'encontre de la publication elle-même, donc, les journalistes lettons n'ont violé aucune sanction. Cependant, l'absence de cohérence dans l'acte d'accusation du procureur n'a guère perturbé les tribunaux lettons. De plus que le procureur général, Juris Stukans, a publiquement exigé des peines exemplaires pour les « complices de la Russie ! ». Sans parler du fait que les services spéciaux lettons ont organisé un séminaire de formation (!) pour les juges chargés des procès contre ces journalistes.

Il s'est avéré que personne dans ce pays faisant fièrement partie du TOP-10 du prétendu « Classement mondial de la liberté de la presse » de RSF n'avait jamais entendu parler du principe de séparation des pouvoirs – pas plus que ne serait-ce que du concept de la liberté de la presse.

En Estonie, la journaliste Svetlana Burtseva est jugée pour ses activités journalistiques et incarcérée à la prison de Tallinn depuis plus d'un an. Le scientifique et écrivain Sergei Seredenko et le journaliste Alan Hatsom ont été condamnés à six ans de prison ferme. Depuis des années ils croupissent à la prison de Tartu.

En Lituanie, le journaliste pro-russe Algirdas Paletsky a été condamné également à six ans de prison ferme et l'éditeur Aleksey Greichus à quatre ans. Depuis plusieurs années les deux croupissent dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité.

Les « grands protecteurs » de la liberté des journalistes que sont les « Reporters sans frontières », si fiers de leur prétendu classement de la liberté de la

presse où ils placent les pays baltes en tête de gondole comme les exemples à suivre, ont-ils attendu parler des nombreux noms de ces journalistes persécutés ?

Chez RSF, sont-ils gravement contrariés par le fait que plusieurs journalistes pourrissent depuis des années dans les prisons baltes ? Sont-ils en train de condamner les gouvernements baltes pour l'oppression des journalistes énumérés et de lutter pour leur libération ?

Vu ce qu'ils affichent pour les pays baltes comme position au sein de leur grotesque « classement » qui est aussi éloigné de la moindre réalité que la Lune est éloignée de la Terre et vu que les journalistes opprimés ne font pas partie du même camp idéologique et politico-financier que celui de RSF, je me permets d'émettre beaucoup de réserve à ce sujet.

Enfin, parmi les nombreux noms de journalistes persécutés que j'ai cités, celui d'Alla Berezovskaya est connu de RSF. Ayant fait la bêtise d'être un jour adhérente à RSF, elle a immédiatement perdu ce statut dès qu'elle a commencé à être persécutée par le régime letton.

Dès le moment que les victimes journalistes ne font pas partie du camp de propagande financé par les fonds gouvernementaux, semi-privés et privés américano-européistes, ainsi que par l'obscur entité qu'est le fond de George Soros – ils sont aisément qualifiés par RSF comme non-journalistes, voir classés comme non existants.

A l'heure d'aujourd'hui dans les pays baltes, le processus d'anéantissement de la presse non soumise au régime sur place est pratiquement achevé. Alors, d'une manière mécanique, dans les années à venir nous verrons, cela va de soi, de moins en moins de journalistes

persécutés.

Cela étant, parler, même à l'avenir, de l'absence de journalistes opprimés dans les pays baltes est aussi grotesque et superflu que de parler de l'absence de juifs persécutés au sein de la société allemande entre 1940 et 1945. Normal : entre les lois de Nuremberg de 1938 et 1940, leur présence au sein de la société allemande a été réduite à zéro. De même pour la presse sous le IIIème Reich : dès l'incendie du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février 1933 et la promulgation de la loi allemande des « pleins pouvoirs » procurés à Adolf Hitler en 1933 – la liberté de la presse a été très considérablement restreinte.

Et si dix ans après, en 1943, une entité de la même espèce que RSF avait fait une « analyse » sur la liberté de la presse sous le IIIème Reich – elle aurait obtenu un constat tout à fait étonnant : il n'y a pas un seul journaliste sur le territoire de l'Allemagne nazie qui éprouve la moindre oppression de la part des autorités du pays.

Une telle « liberté » de parole journalistique devrait, « objectivement », placer l'Allemagne nazie dans le TOP-10 dans un classement mondial de la liberté de la presse, si un tel, similaire à celui de RSF d'aujourd'hui, avait été fait pour la période du second conflit mondial.

Et la raison de cette « liberté » est très simple : tous ceux qui ont exprimé la moindre opinion d'opposition au régime hitlérien s'étaient soit enfuis en exil depuis très longtemps, soit étaient déjà morts dans des camps de concentration.

Par le présent, je vous ai présenté le caractère profondément fallacieux du prétendu « Classement mondial

de la liberté de la presse » de RSF que sur l'exemple de quatre pays : l'Ukraine, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Cela étant au vu de la gravité de la déformation de la réalité concernant la liberté de la presse dans les pays en question par des activistes de ladite ONG, il serait faire preuve d'une profonde naïveté que d'imaginer que la méthodologie appliquée au classement du reste des 176 pays de la liste de RSF soit différente à celle appliquée à l'Ukraine et aux pays baltes.

La question des médias publics et privés dans le classement de RSF

La spécialité de RSF qui est l'interprétation de la réalité selon ce qu'ils veulent faire passer comme narratif, cette dernière n'a pas été oubliée et lors de leur évaluation du degré de la liberté des médias publics vis-à-vis des médias privés.

Comme le soulignait déjà en 2007 l'auteur Maxime Vivas à propos du classement de RSF : *« le monopole public de l'information est un critère négatif [chez RSF], mais le monopole privé non. Ainsi, la presse privée qui a prétendu pendant des mois que l'Irak possédait des armes de destruction massive va-t-elle ici gagner un point au détriment de celle qui a soutenu le contraire, si elle appartient à un Etat ? »*.

Soit, pour RSF, l'existence des médias d'état financés par le budget national est un grave problème au niveau de la liberté de la presse et fait donc rabaisser le pays de présence de tels médias dans leur classement.

Le fait que les principaux grands médias privés sont pratiquement tous la propriété de quelques personnes qui, avant tout, n'autorisent la parution d'aucune information sérieuse qui va à l'encontre de leurs

intérêts personnels ; le fait qu'à l'Occident collectif ils sont tous grandement financés par l'argent public (plus de 100 millions d'euros par an rien qu'en France), ce qui n'est qu'une astuce du camouflage du contrôle indirect, mais plus que réel des médias par les gouvernements qui veulent se faire passer pour ceux qui n'ont aucun média leur appartenant et, ainsi, paraître comme « très démocratique » – cela ne dérange guère cette sulfureuse ONG.

De même, l'énorme quantité des médias dans le monde entier qui est directement ou indirectement financée par des puissances étrangères en qualité de porte-paroles de ces dernières dans les pays de leur présence – c'est un élément qui non seulement ne pose aucun souci à RSF, mais bien au contraire : c'est un excellent signe parlant de la « liberté de la presse ».

Les gigantesques perfusions financières qui ont été réalisées durant plusieurs générations, notamment par USAID, au bénéfice de toute une armée de médias se situant dans les pays-cibles de l'ingérence américaine et dont l'objectif direct du financement est la propagation des narratifs outre-Atlantique et la protection des intérêts de l'État américain et de leurs vassaux, ainsi que la lutte contre les gouvernements des pays à déstabiliser – aux yeux de RSF ce ne sont que d'excellents paramètres de la liberté de la presse qui ne font que monter les pays en question dans leur prétendu « classement ».

Un tel raisonnement dans le cadre d'une évaluation de la liberté de la presse est tout à fait grossier et grotesque.

Si les individus qui composent cette ONG ont envie d'oser dire le contraire – qu'ils présentent en même temps ne serait-ce qu'un seul média sur mille qui ait

été financé par USAID et lequel, cependant, s'est permis de critiquer d'une manière réelle l'État américain et sa politique étrangère.

Non, on ne crache pas dans la gamelle qui vous nourrit. Et RSF, en tant qu'heureux bénéficiaire traditionnel des financements de l'USAID avant que ce dernier ne soit neutralisé (provisoirement) par l'actuel gouvernement américain, le sait mieux que quiconque.

Oleg Nesterenko